

ABONNEMENT.

SAUMUR : Un an... 30 fr. Six mois... 16. Trois mois... 8. Poste : Un an... 35 fr. Six mois... 18. Trois mois... 10.

On s'abonne :

A SAUMUR, chez tous les Libraires ; A PARIS, Chez DONGREL et BULLIER, Place de la Bourse, 33 ; A EWIG, Rue Flécher, 2.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annoncés, la ligne : 20 c. Réclames : 30. Faits divers : 75. RÉSERVES SONT FAITES. Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces. Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS, Chez M. HAVAS-LAFFITE et Cie, Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

8 Mai 1879.

Chronique générale.

Si nous imitions la jactance de nos adversaires à propos d'un avantage numérique, quel bruit ne pourrions-nous pas faire à propos de l'imposante majorité (32 contre 13) qui dans les Conseils généraux s'est dessinée en faveur de la liberté de l'enseignement et contre les projets de loi de M. Ferry.

Si ces vœux, au lieu d'être contraires au ministre de l'instruction publique, lui avaient été favorables, quel tapage, quel tolle général se serait élevé dans les rangs de l'armée démocratique en l'honneur d'un tel triomphe. Pour les républicains, c'eût été considéré comme un jugement sans appel, un verdict irrévocable du pays s'exprimant par la grande voix de la représentation municipale.

Les conservateurs n'ont pas de ces ivresses immodérées. Ils sont heureux d'apprendre que leurs idées ont trouvé de nombreux échos dans le pays, et ils attendent avec confiance le rejet des lois Ferry par le Parlement à la suite des discussions sérieuses qui vont bientôt s'engager devant les Chambres.

Un Conseil général, dont il était facile de pressentir le vœu sur la question religieuse, c'est celui de la Seine, qui s'est séparé en lançant une flèche de Parthe aux congrégations non-autorisées, et en adjurant le gouvernement de remplacer partout l'enseignement religieux par l'enseignement laïque, ce qui excite un cri de joie chez tous les prêtres-phobes dont le Siècle est à Paris l'organe autorisé.

C'est un M. Quentin (ce nom mérite de passer à la postérité) qui a formulé le vœu

de demander au gouvernement la dissolution immédiate des congrégations religieuses non autorisées et la fermeture des maisons d'éducation fondées ou dirigées par elles. Deux membres, amis de la liberté, le docteur Delpech et M. Morin, ont eu beau protester au nom des vrais principes, en s'écriant : « Vous tournez contre vous vos principes mêmes et vous faites fausse route. Réclamez la liberté d'association et de réunion pour tout le monde, au lieu de provoquer des mesures arbitraires. » Tous les républicains du Conseil ont voté, à l'unisson, au nom de la liberté, l'abolition de la liberté d'enseignement.

Le cabinet est de nouveau divisé sur la question Blanqui. Tous les ministres sont résolus à s'opposer énergiquement à ce que Blanqui soit proclamé député ; mais les uns voudraient qu'on ne tint aucun compte des vœux qu'il a obtenus, et qu'on proclamât député M. Lavertujon. Les autres au contraire demandent qu'on invalide Blanqui et qu'on renvoie l'affaire devant les électeurs, ce qui serait un compromis déplorable. Le conseil examinera de nouveau la question, samedi.

Plusieurs députés ont reçu des lettres anonymes contenant des menaces s'ils ne votaient pas la validation de l'élection Blanqui.

Des députés de la gauche, revenus de la session des conseils généraux, ont déclaré à M. Lepère que la mesure prise par le gouvernement contre l'archevêque d'Aix était trouvée insuffisante et que la majorité le ferait comprendre dès la reprise de la session.

Pour atténuer la menace qui lui était faite indirectement et se disculper de la faiblesse qu'on lui reprochait vis-à-vis des membres du haut clergé, M. Lepère aurait répondu que l'appel comme d'abus avait été délibéré en conseil des ministres, et qu'à la majorité

des voix il avait dû se rallier à la mesure adoptée par ses collègues.

Deux importantes commissions parlementaires, celle du budget et celle des tarifs de douane, ont repris, en séance générale, leurs travaux interrompus par les vacances.

La première séance de la commission du budget, où n'assistèrent que quinze membres sur trente-trois, a été consacrée à des observations sur l'avancement des travaux. Plusieurs rapports sont complètement terminés, notamment celui de M. Langlois sur la guerre.

La commission a réglé l'ordre de ses travaux de manière à entendre les ministres avec lesquels elle n'a pas encore conféré, et à se mettre en mesure de déposer sur le bureau de la Chambre ses rapports dès la reprise de la session. Elle a dû entendre le ministre des finances au sujet des nouveaux dégrèvements d'impôts.

Le ministre propose un dégrèvement de 7 millions portant sur le principal des patentes des deux dernières classes, sur la réduction du droit sur les transports par voitures publiques et sur la suppression du timbre des mandats de poste.

La commission voudrait réduire de 16 à 17 millions les 34 millions de dépenses nouvelles introduites dans le budget par le gouvernement pour 1880.

Le jour de la rentrée de la Chambre, M. Lockroy doit déposer une demande d'interpellation sur la politique générale du gouvernement.

INFAMIES IRRELIGIEUSES.

M. Paul de Cassagnac signale à l'attention de M. le garde des sceaux une haineuse petite brochure rouge dirigée contre le clergé, et intitulée : A BAS LA CALOTTE ! Cette brochure est le premier volume d'une biblio-

thèque annoncée et qui prend le nom significatif de Bibliothèque anti-cléricale.

Le député du Gers avertit le ministre qu'il aura l'honneur de l'interpeller à ce sujet, s'il n'en obtient pas justice.

Nous n'oserions publier les infamies que recèle ce livre infâme, et nous conservons l'espoir que le gouvernement ne laissera pas impunies ces horreurs, lui qui poursuit un archevêque.

QUESTION DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

Nous avons signalé la demande introduite par M. Louis Blanc auprès de M. le grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, à l'effet d'obtenir la réintégration, dans les cadres, des amnistiés rayés de l'Ordre.

On annonce aujourd'hui que, après avoir entendu M. le général Vinoy, M. le Président de la République s'est décidé à porter la question devant le conseil des ministres. M. Jules Grévy nous paraît déroger aux lois de la responsabilité en subordonnant à une délibération ministérielle une décision qui doit émaner de son initiative comme grand-maître ; mais M. Jules Grévy est excusable : vu son entrée récente et accidentelle dans l'Ordre, il ne doit connaître ni les précédents, ni les droits, ni les devoirs de sa haute dignité.

Un journal spécial, la Légion-d'Honneur, consacré à ce sujet intéressant deux articles dont nous extrayons les principaux passages. Voici pour la question de droit :

« Lorsque des militaires déçus de leurs grades sont graciés, ils adressent une demande au grand-chancelier. Un des membres du conseil de l'Ordre procède à une enquête, et le conseil réuni émet un avis que le grand-chancelier formule en un projet de décret qu'il soumet à la signature du Président de la République, grand-maître et chef souverain de l'Ordre, avec lequel il travaille directement. Le Président signe ou ne signe pas, et tout est dit. Mais, ni le grand-chancelier, ni le conseil de l'Ordre n'ont de responsabilité.

Feuilleton de l'Echo Saumurois.

UN BON SAMARITAIN.

C'était par une matinée d'automne ; quelques chasseurs du Léman, qui faisaient partie de la légion helvétique de l'armée française, formaient un groupe au-dessus du petit village d'Hospenthal, à l'endroit où la route du Saint-Gothard, contournant une saillie de rocher à pic, descend dans la vallée d'Urseren. Un brouillard froid, chassé par l'air vif des montagnes, courait en se déchirant le long des anfractuosités des rochers, tandis que plus bas il pesait comme un ciel de plomb sur la vallée profonde.

Les chasseurs étaient là, formés en cercle et appuyés sur leurs carabines. Aucun de ces joyeux propos qui égalaient d'ordinaire la conversation des riverains du Léman n'interrompait un silence pénible. Tous considéraient avec intérêt et sympathie une petite fille sanglotant convulsivement, assise auprès d'un manteau noir étendu par terre et qui paraissait recouvrir un corps inanimé. Non loin de là, un cheval mort sur la route portait encore le bout des traits qu'on avait coupés pour le débarrasser d'une petite touille à deux roues.

— En vérité, dit enfin le sergent, il me semble que c'est été bien assez du cheval.

— Pourquoi te détourner ainsi de moi, et qu'ai-je fait pour mériter ton reproche ? lui répondit un chasseur assis sur un bloc de rocher à quelques pas en arrière du groupe. Je déclare une fois encore, sur mon honneur, que j'ai fait feu seulement quand j'ai vu le cheval continuer son galop furieux malgré mes cris de : Halte ! Il me semblait, à ce moment, voir un fantôme courir à travers le brouillard.

— Mais que faire de cette pauvre enfant, reprit le sergent ; nous ne pouvons pourtant pas la laisser ici ?

— Faut-il l'emporter avec nous de l'autre côté de la montagne ? demanda un des soldats.

— Mais là-bas, continua le sergent, les habitants sont comme des loups affamés errant autour d'un précipice : le Russe a tout dévoré...

Le soldat qui était assis sur le quartier de roc allongea en ce moment le cou et demeura quelques secondes penché en avant, observant à travers le brouillard.

— Voici quelqu'un ! s'écria-t-il d'un ton visiblement satisfait ; si seulement ce pouvait être quelque bon Samaritain...

Les chasseurs se retournèrent tous vivement pour voir la personne qui s'approchait.

— Halte-là ! qui vive ? cria le sous-officier en

saisissant sa carabine.

— Ami ! fut-il aussitôt répondu.

— Ah ! je le reconnais, dit le sergent en ramenant l'arme à ses pieds. C'est notre Conrad aux chamois. Holà, braconnier ! il y a ici une noble tête de gibier à emporter.

Un jeune homme plein de vigueur, la carabine de montagne sur l'épaule et le couteau de chasse au côté, aborda les soldats en leur souhaitant le bonjour.

— Hé ! quelle charmante petite prisonnière avez-vous donc là ? s'écria-t-il en voyant l'enfant.

— Elle est à vous, Conrad, fit le sergent. Sans plaisanterie, il faut que vous emportiez cette enfant à votre logis ; car comment pourrions-nous nous en charger pour passer la montagne ? Et toi, mon enfant, continua-t-il en se tournant vers la petite fille, qui pleurait toujours silencieusement, veux-tu aller avec ce brave homme ?

L'enfant leva les yeux, et il passa comme un rayon d'espoir à travers ses larmes, quand elle vit la barbe du chamois au chapeau du chasseur.

— Hélas ! dit-elle en se levant rapidement et tendant au nouvel arrivant sa mignonne petite main, on a tué Franz, et maintenant je ne sais pas où est mon père...

— Pauvre enfant ! fit le chasseur ému en se penchant vers la petite fille ; comment l'aider à retrouver ton père ? Et où lui procurer du pain ? conti-

nua-t-il en se tournant vers les soldats. Si je ne relance quelque marmotte, ma femme et mon enfant n'auront rien à manger ce soir : les Russes nous ont tué jusqu'à notre dernière chèvre.

— Courage ! dit le sergent ; il faut si peu de chose pour une enfant comme celle-là... C'est une œuvre de miséricorde à accomplir.

L'enfant s'attachait aux vêtements de Conrad.

— Qui sait, dit ce dernier d'un air rêveur et comme se parlant à lui-même, si ma femme et mon enfant ne seront pas bientôt heureux, eux aussi, de rencontrer un cœur compatissant ? La vie est bien peu sûre par le temps qui court et au milieu des balles qui pleuvent de tous côtés... Viens avec moi, mon enfant.

Des acclamations joyeuses accueillirent ces paroles, et tous les soldats vinrent serrer la main au chasseur.

Celui-ci prit sur son bras l'enfant transi de froid, et se disposait à s'éloigner, quand le sergent lui dit :

— Attendez, l'ami, emportez encore ceci ; ce pauvre jeune homme n'en a d'ailleurs plus besoin.

Tout en disant ces mots, il roulait lentement sur lui-même le manteau étendu à terre, et découvrait un corps revêtu d'une soutane de prêtre ; mais la figure martiale du mort, et son poing serré sur la poitrine, à la hauteur de sa blessure, comme s'il eût voulu se défendre, semblaient indiquer qu'il

» Lorsque la demande de M. Brissy et la lettre de M. Louis Blanc arrivèrent à la Grande Chancellerie, il était naturel que le général Vinoy en référât au chef de l'Etat. C'est ce qu'il fit, demandant que M. Grévy voulût bien statuer sur le principe même de la réintégration.

» Nous croyons savoir qu'aucune décision n'a encore été prise, et que c'est là une des nombreuses questions qui embarrassent M. Grévy et ses collaborateurs.

» Il est certain que la rentrée dans les cadres de la Légion d'Honneur ne saurait être une conséquence logique de la loi d'amnistie, car le grade de chevalier n'est pas droit civil ni politique.

Arrivons à la question de fait :

« La grâce ayant été accordée à ces hommes par le gouvernement, on veut plus encore : on veut qu'ils reprennent le rang honorifique qu'ils avaient avant leur condamnation, et qu'ils reviennent coudoyer sur les livres d'or de l'ordre de la Légion ceux qui n'ont jamais, une minute de leur vie, démerité de cette éminente récompense.

» Il va sans dire que cette prétention, à laquelle il n'est pas besoin d'établir que le grand chancelier est fort hostile, non moins d'ailleurs que tous les hommes politiques imbus de quelques idées de conservation et de respect du pays pour lui-même, nous semble, à nous, absolument bouffonne.

» Quoi ! voilà des hommes qui se sont souillés vis-à-vis de leur pays encore en danger, à peine affranchi du joug de l'étranger qui veillait encore aux portes de Paris, de la plus hideuse et de la plus sanglante des révolutions !

» Voilà des hommes qui, les plus innocents eux-mêmes, ont pactisé avec les pillards, les incendiaires et les assassins de la Commune ; ces hommes, par suite de la douceur moderne de nos mœurs, on ne les met pas à mort, on ne les bannit pas même ; on se contente de les envoyer dans une de nos colonies expier leur faute par un internement tellement doux que plusieurs d'entre eux ont pu s'en évader sans difficulté.

» Indulgent jusqu'à la faiblesse, le gouvernement français républicain, qui les a condamnés jadis, les gracie aujourd'hui, les rapatrie, leur rend le droit d'aller et de venir librement dans cette mère-patrie qu'ils ont failli mettre à deux doigts de sa perte, et ils ont encore le front de penser qu'à ces faveurs va se joindre celle d'une réinstallation dans leurs situations honorifiques d'autrefois, qu'ils ont volontairement et trop justement perdues.

» Cette prétention ridicule, il faut pourtant en faire carrément justice. La douceur, la longanimité peuvent être l'apanage des gouvernements ; la lâcheté ne saurait être chez eux qu'une lourde faute.

» C'est à l'Ordre tout entier qu'est confié l'honneur de la corporation. De quelle façon ceux qui n'ont jamais péché envisageraient-ils cette faiblesse vis-à-vis de ceux qui ont commis les fautes les plus graves ? Ne serait-ce pas là la perte du sentiment d'honneur

n'avait peut-être pas toujours porté la robe de paix.

L'enfant, à cette vue, cacha sa figure contre l'épaule du chasseur, et recommença à pleurer amèrement.

— Je serais presque d'avis, dit le sergent en contemplant attentivement le corps, que le père de cette enfant fait partie de l'armée russe, et que ce jeune homme était chargé de lui amener la petite... Quelle brave figure de soldat !

— S'il en est ainsi, répliqua Conrad en recouvrant du manteau l'enfant qui tremblait dans ses bras, c'est bien une orpheline, et ceci sera probablement son seul héritage. Les balles des Français et les eaux de la Reuss ont fait de terribles ravages ; la route jusqu'à Altdorf est, dit-on, couverte de morts, et la nuit comme le jour on entend là-bas, dans le pays de Glaris, tonner le canon à toute heure... Pauvre enfant !

En disant ces dernières paroles, il se dirigea avec sa petite protégée du côté de sa chaumière.

Les soldats creusèrent tant bien que mal, à l'aide de leurs baïonnettes, une fosse au bord de la route, et y descendirent l'inconnu.

Ils firent sur la tombe une salve que répétèrent avec fracas les mille échos des rochers ; puis, après avoir rechargé leurs carabines, il reprirent le chemin de la montagne.

(A suivre.)

qui a présidé, de la part du fondateur de l'Ordre, à sa création ?

» On expulse avec raison, et au jour le jour, tous ceux qui se trouvent indignes de rester légionnaires : faillis, condamnés pour quelque motif que ce soit, se voient privés éternellement de la croix qu'ils avaient cependant su mériter auparavant, et l'on rattacherait sur ces poitrines d'anciens communiards cette même croix qu'on refuse à ceux qui déposent simplement leur bilan, entraînés parfois par des événements financiers dont ils ne sont pas les maîtres ?

» Non ! non ! cela est mille fois impossible. Ce serait là la plus grave des fautes et le démembrement le plus scandaleux de notre Légion d'Honneur.

» Rendre à de tels hommes les croix qu'ils se sont montrés indignes de porter désormais, serait plus que de la faiblesse. Qu'on les ai graciés ou amnistiés, nous ne pouvons rien dire là-dessus et nous laissons cette question à d'autres ; mais qu'on les rende à la Légion d'Honneur, ce ne serait plus de l'indulgence pour leurs égarements, ce serait une apologie de leurs crimes.

Un des réfugiés de la Commune tout récemment amnistié et rentré à Paris vient d'être nommé inspecteur municipal dans l'un des plus importants marchés de Paris. Cette place était sollicitée par plusieurs anciens militaires.

Un des 45 communiards récemment évadés de Nouméa vient d'être convaincu de vol, avec escalade, à Melbourne. Cet individu, arrêté par la police anglaise, est dans la prison de la ville.

Les élèves des facultés catholiques.

Voici le relevé du nombre des élèves dans chacune des quatorze Facultés catholiques de France, qui se subdivisent en cinq Facultés de droit ; quatre des sciences ; quatre des lettres ; une de médecine et de pharmacie.

Dans les Facultés de droit, Paris compte 4,044 élèves ; Angers, 468 ; Lyon, 424 ; Lille, 209 ; Toulouse, 208 ; en tout, 2,350 élèves.

Dans les Facultés des lettres : Lyon, 88 élèves ; Lille, 48 ; Paris, 37 ; Angers, 16 ; en tout, 189 élèves.

Dans les Facultés des sciences : Paris, 28 élèves ; Lille, 18 ; Angers, 16 ; Lyon, 6 ; en tout, 70 élèves.

Dans la Faculté de médecine : 359 élèves.

Le bruit court que les électeurs lyonnais auraient l'intention de porter comme candidat, en remplacement de M. Bonnet-Duverdier, Trinquet, ancien membre de la Commune, aujourd'hui détenu au bagne de Nouméa.

Trinquet veut chasser les souliers de Blanqui, et, en sa qualité de cordonnier, il prétend, — ce qui est paradoxal, — à l'honneur de représenter le parti des van-pieds. On assure qu'il prend déjà ses mesures.

Etranger.

LES PÈLERINS FRANÇAIS A ROME.

Nous trouvons dans l'Italie des détails sur l'audience accordée samedi aux pèlerins français venus à Rome sous la conduite du vicomte de Damas et du Père Picard.

Les pèlerins avaient été disposés sur deux rangs, dès midi, dans la salle du consistoire, laissant un espace libre au milieu. Derrière les pèlerins avaient été rangées toutes les autres personnes, mais elles avaient été séparées par un espace, afin de permettre au saint père de passer aussi de ce côté.

Le Pape est arrivé à midi un quart, précédé de deux gardes nobles et suivi d'un sténographe ; il a pris place immédiatement sur le trône.

Autour de lui ont pris place plusieurs cardinaux : Leurs Eminences Pacca, Giannelli, Martinelli, de Falloux, Ledochowski, Randi, Pellegrini, Pitra, Saccachi, etc. ; M^r Macchi, M^r Ricci, le commandant des gardes suisses, celui des gardes nobles, et

plusieurs prélats faisant partie de la cour pontificale.

Le comte de Damas a donné alors lecture de l'adresse.

Le Pape a prononcé en français le discours suivant :

« C'est avec le plus vif plaisir que nous voyons aujourd'hui autour de notre trône les fils de la généreuse nation française, dont les gloires et les souffrances ont été toujours étroitement unies à celles de l'Eglise et du pontificat romain.

» Nous vous remercions, nos chers enfants, du fond de notre cœur, pour les sentiments que vous venez de nous exprimer. Ces sentiments de respect, de dévotion et d'inébranlable fidélité envers la chaire de saint Pierre et notre humble personne, correspondant pleinement à la paternelle bienveillance qui nous attache à vous, laquelle, nous nous plaisons à le constater, n'est que le juste prix du zèle et de l'activité que vous ne cessez de consacrer à la cause de Dieu, qui vous ramènent pour la huitième fois à Rome et qui sont dignes de tout éloge.

» Ouil sans nul doute, dignes de tout éloge ; car ce zèle et cette activité se manifestent à côté d'une soumission absolue à l'autorité de l'Eglise, dans un siècle où le souffle de l'insubordination à toute autorité produit tant de victimes et tant de ruines dans le monde, en multipliant les malheurs de la société. Ce zèle et cette activité, en outre, sont vraiment salutaires, car ils constituent une véritable victoire sur l'esprit d'indifférentisme et d'égoïsme à une époque qui n'en est que trop atteinte. Ils sont encore véritablement exemplaires, car ils réveillent les esprits et font revivre au sein de la catholicité des actions lumineuses de courage chrétien et d'invincible fermeté, qui ont dans tous les siècles rempli d'honneur et de gloire l'histoire de l'Eglise.

» Aussi est-ce avec une indicible consolation que Nous voyons la vigueur avec laquelle la vie réellement catholique se maintient et se développe en France, malgré les nombreux obstacles et les fréquentes contradictions qu'elle sait vaincre, car elle les sait affronter avec fermeté au nom de son Dieu, le Dieu des causes bienfaisantes et des saintes victoires ! En effet, c'est la pureté de sa foi qui multiplie la fécondité de ses bonnes œuvres. Nous en trouvons constamment le témoignage solennel et vivant dans la générosité avec laquelle la charité française court au-devant de chaque besoin et de toute misère, comme aussi dans l'impétueux promptitude qui vous donne la force de combattre pour les droits du Christ et de son Eglise, sans aucune crainte ni respect humain. Et nous éprouvons une grande joie à vous le dire sans réticence, car nous fondons sur ces mérites et sur ces vertus nos plus douces et nos plus belles espérances pour l'avenir de votre illustre nation. Souvent nous disons, nous, en nous-mêmes : Non ! le bon Dieu n'abandonnera pas un peuple qui ne se lasse pas de si éclatants témoignages de sa fidélité à son Eglise et de son amour au Vicaire du céleste Rédempteur.

» Voilà pourquoi il importe, très-chers enfants, pour le bien de votre patrie comme pour celui de la religion, que vous continuiez à hardiment professer votre foi et votre union avec le Saint-Siège apostolique, foi et union qui ont valu jadis à la France le titre glorieux de *Fille aînée de l'Eglise*. Et ce titre glorieux vous ne le perdrez jamais, pourvu que vous vous efforciez toujours de disposer des trésors de la grâce, dont le Seigneur vous comble, en faveur de la justice et de la vérité.

» D'ailleurs, plus les temps sont terribles, plus il importe de s'abriter sous l'arche sainte du salut de l'humanité, pour échapper à l'orage qui gronde et au naufrage qui menace. Soyez certains que c'est ainsi que vous sauverez votre chère patrie des dangers qu'elle court et que vous lui assurerez les bienfaits de l'ordre, de la paix et de la prospérité, que nous vous souhaitons et que nous implorons pour vous aux pieds de notre divin maître.

» Et afin que vous puissiez de plus en plus mériter ces bienfaits, recevez, chers enfants, la bénédiction apostolique que nous vous donnons de tout notre cœur, bénédiction que nous étendons au si illustre épiscopat de France, qui ne cesse de nous offrir les témoignages attendrissants de sa fidélité et de son amour, comme Nous la transmettons à vos familles et à toute la France catholique, afin que cette bénédic-

tion, chers enfants, vous suive et vous protège sur cette terre, et vous serve de gage de la félicité éternelle au ciel.

» *Benedictio, etc.* »

Ce discours a été salué par les cris de : Vive l'Eglise ! vive le Pape !

Le Père Picard et le vicomte de Damas se sont ensuite approchés du trône et ont déposé aux pieds du pontife une somme d'argent pour le denier de Saint-Pierre.

ITALIE. — Garibaldi a reçu du général Turr le télégramme suivant, en date de Rome, 5 mai :

« Il y a aujourd'hui dix-neuf ans que vous nous avez conduits de Gènes à Marsalla. Vous demandiez à chacun d'oublier les souvenirs de discorde. L'harmonie seule nous donnera, disiez-vous, l'unité et la liberté. Votre cri de guerre était : *Italia una con Vittorio Emanuele* !

» Rappelez-vous l'écho enthousiaste que votre appel a rencontré partout en Italie : Victor-Emmanuel, ce roi loyal exposant sa vie et la vie de ses fils pour l'indépendance de l'Italie ; le roi Humbert né, élevé, grandi dans les combats pour l'unité italienne.

» Victor-Emmanuel et son fils ont respecté la Constitution jusqu'aux dernières limites. Les ministres italiens, depuis Cavour jusqu'à Nicotera et Zanardelli, ont eu tous la liberté d'action pour atteindre le but des grands patriotes italiens, dont vous êtes une des gloires.

» Mon vieux dévouement, ma vieille admiration, mon ancienne amitié à toute épreuve, mon amour de votre gloire m'inspirent cette prière suprême : « Répétez aux impatients, aux imprudents ce que vous leur avez dit en 1860 : « Victor-Emmanuel nous unit ; n'essayons pas autre chose qui pourrait nous désunir. »

» Votre vie entière a été consacrée à l'unité, à la grandeur de l'Italie. Empêchez la rupture du pacte, du plébiscite, qui unit la maison de Savoie et les peuples d'Italie dans un seul faisceau.

» Voilà le vœu que je vous apporte au 19^e anniversaire de la campagne des Mille dont vous avez été l'étoile.

» Puissiez-vous vivre assez longtemps pour voir l'Italie grandissant au milieu de la concorde du roi et de la nation et jouissant de l'amitié et de l'estime de toutes les nations.

» E. TURR. »

RUSSIE. — Le fameux congrès de nihilistes, de socialistes et de communistes, qui devait se tenir à Londres dans le courant de cet été, va être obligé de chercher un autre centre de conspiration.

Le gouvernement anglais vient de faire déclarer qu'il n'autoriserait aucune réunion de ce congrès en Angleterre et que des mesures seront prises pour faire respecter la décision prise à ce sujet.

— On mande de Moscou que le vice-gouverneur d'Orel, M. W. Dyakonoff, a trouvé, le 25 avril, affiché sur la porte de sa chambre à coucher, un placard imprimé en grosses lettres rouges et portant :

« Au séide du tyran Alexandre II, à W. Dyakonoff ! Vous êtes sommé par le gouvernement de déposer vos infâmes fonctions ; autrement vous subirez le sort du prince Krapotkine. »

(Signé) Le gouvernement national secret. »

On voit que l'exécution du capitaine Dobrowine, pendu le 1^{er} mai à Saint-Petersbourg, et les mesures sévères prises par l'autorité russe, n'intimident pas les nihilistes, qui continuent leurs menaces avant de continuer leurs exploits.

ALLEMAGNE. — A ce que rapporte la *Gazette de Cologne*, les différents groupes parlementaires du Reichstag ont tenu une réunion importante pour délibérer sur les nouveaux projets économiques.

Les deux partis conservateurs ont résolu de demander quelques modifications de détail, mais sans dépasser les limites indiquées par M. de Bismark.

Le centre et une partie du groupe progressiste ne semblent pas renoncer à leur opposition. Les derniers surtout ne veulent pas d'augmentation des contributions indirectes. Les nationaux-libéraux veulent au contraire l'introduction de nouveaux impôts indirects, excepté sur le tabac.

Nous ne faisons que résumer les informa-

